

Après la Toussaint, une rentrée des classes sous le signe du Covid-19

Lundi, les écoliers de 39 départements porteront à nouveau le masque qu'ils avaient pu ôter courant octobre. Près de 60 départements appliquent désormais le niveau 2 (sur 4) du protocole sanitaire.

Par [Mattea Battaglia](#)

Publié aujourd'hui à 05h29, mis à jour à 12h03

Temps de Lecture 7 min.



Dans une école primaire lyonnaise, le 2 septembre 2021. JEFF PACHOUD / AFP

Vingt mois de crise sanitaire leur ont appris à ne rien prendre pour « *acquis* ». Après une rentrée de septembre plus « *sereine* » qu'escompté, les enseignants du premier degré ont bien conscience d'orchestrer, à partir de lundi 8 novembre, un retour en classe sous le signe d'un regain de l'épidémie. C'est particulièrement vrai dans les trente-neuf départements où les écoliers reviennent des vacances de la Toussaint masqués, après avoir pu profiter de quelques semaines « *sans* » : le gouvernement a fait connaître, mercredi 3 novembre, la liste de tous les territoires qui, parce qu'ils ont basculé ces derniers jours au-dessus du taux d'incidence symbolique de 50 cas de Covid pour 100 000 habitants, gravissent les échelons d'un protocole sanitaire pensé sur quatre niveaux.

Au total, désormais cinquante-sept départements métropolitains et trois territoires ultramarins appliquent le niveau 2 (avec le masque porté en intérieur par les écoliers), et trente-neuf le niveau 1 (sans masque à l'élémentaire) quand ils étaient soixante-dix-huit dans ce cas avant les congés de la Toussaint. Un seul territoire (la Mayenne) a vu les contraintes s'alléger. Un seul autre, la Guyane, en reste au niveau 4, le plus élevé. Pour la majorité, le degré de vigilance est maintenu ou s'accroît.

« **Pas le choix** »

D'une école à l'autre, les mêmes expressions reviennent dans les témoignages d'enseignants : il y a ceux qui parlent d'« effet yoyo », d'autres de « reculade » ou encore de « stop and go »... Avec le sentiment, toutefois, de n'avoir « pas le choix », fait observer Laurent Tintet, directeur d'école dans les Pyrénées-Atlantiques – l'un des départements où les écoliers arborent de nouveau le masque après en avoir été exemptés mi-octobre. « Ça flambe pas mal autour de nous, ça commençait déjà à flamber avant les congés, explique ce syndiqué au SE-UNSA contraint de fermer trois classes depuis septembre. Aujourd'hui, on passe du vert à l'orange, dont acte. Mais l'objectif est de ne pas passer au rouge. L'école doit aussi servir à ça : faire de la pédagogie pour rappeler aux enfants – et à travers eux, aux parents – que l'épidémie n'est pas derrière nous. »

Un pragmatisme que défendent aussi les syndicats d'enseignants. « Ce qui se joue dans les écoles est un signe que la crise va durer, souligne Guislaine David, du SNUipp-FSU, majoritaire au primaire. Qu'on le veuille ou non, le Covid, on en prend pour quelques années... » « On a toujours su que l'épidémie devait être surveillée comme le lait sur le feu, relève, dans la même veine, Catherine Nave-Bekhti du SGEN-CFDT. Face aux flux et reflux, on n'a pas d'autre choix que de s'adapter. » « Quand le gouvernement nous a annoncé, fin septembre, la possibilité de tomber le masque, il manquait une partie du discours, souffle Stéphane Crochet au SE-UNSA : ce masque, ne le rangez pas trop loin ! »

A l'époque, alors que le nombre de classes fermées dans le primaire (au premier cas de Covid-19 identifié) baissait de semaine en semaine, ce début de « normalisation » pour les écoliers avait été accueilli avec soulagement par la communauté éducative, même si elle redoutait, dans le même temps, qu'il soit un peu « prématuré ». De fait, le répit a été de courte durée : les fermetures de classes sont, pour la première fois, reparties à la hausse juste avant les vacances de la Toussaint (pour s'établir à 1 246, soit 0,24 % des classes du pays). « La reprise de la circulation virale s'est confirmée en métropole » lors de la semaine du 18 octobre, écrit Santé publique France dans l'un de ses derniers bulletins.

« Communication précipitée »

Reste à faire passer le mot aux enfants et aux parents. « On nous a laissé quatre jours, week-end compris, pour les avertir : "N'oubliez pas de mettre deux masques dans les cartables lundi" », rapporte Emmanuelle Maray, à la tête d'une école élémentaire de six classes à Redon, en Ille-et-Vilaine, autre territoire à basculer au niveau supérieur du protocole. « Cette communication précipitée, on en porte la responsabilité sur le terrain alors même qu'on en fait nous aussi les frais », pointe cette syndiquée au SNUipp-FSU.

D'autant que le relèvement du degré de vigilance à l'école va au-delà du seul port du masque : directeurs et professeurs des départements concernés doivent de nouveau œuvrer à la « limitation des brassages par niveaux, [à] l'augmentation de la fréquence des désinfections et [au] respect d'une distanciation physique adaptée pour les activités physiques et sportives », ont rappelé les ministères de l'éducation et de la santé dans un communiqué commun diffusé mercredi 3 novembre. Des mesures à mettre en œuvre « le plus rapidement possible », y demandent-ils. Mais qui ne se décrètent pas d'un « claquement de doigts », taclent les intéressés, qui anticipent une « petite semaine de calage » dans les écoles.

« On a déjà le mode opératoire », tempère Laurent Tintet, directeur d'école dans les Pyrénées-Atlantiques

En Lozère, on en a fait l'expérience avant même les congés de la Toussaint : ce département rural a été le premier à rétro-pédaler sur le plan sanitaire. Et « ça a été très compliqué à vivre moralement », reconnaît Agnès Bonnal, qui y dirige une école de quatre classes : il a fallu « reséparer les classes »,

« re-zoner les espaces » (la cour de récréation et la cantine), et « réintervenir dans la composition des groupes », explique cette porte-parole du SE-UNSA. « Pour les élèves, ça a été au moins aussi difficile à vivre que de remettre le masque », dit-elle.

« On a déjà le mode opératoire », tempère Laurent Tintet, dans les Pyrénées-Atlantiques. Parce que la « grosse école » qu'il dirige compte quatorze classes, il avait conservé, en dépit de l'assouplissement du protocole mi-octobre, l'« organisation d'avant » pour la « gestion des flux », les entrées et sorties, la récréation et la cantine. « C'est ça de moins qu'on a à refaire ». Alain Chaillet, mêmes fonctions dans le même département, même syndicat, a lui aussi le sentiment de « revenir en terrain connu ». Il nourrit peu de craintes côté élèves : « Le masque, même pour les plus jeunes, est entré dans les habitudes. Revoir leurs sourires, retravailler avec eux à visage découvert, ça a été formidable... Mais ça n'aura duré que très peu de temps à l'échelle d'une année scolaire ». Avec les adultes en revanche – certains parents, mais aussi certains « collègues » –, il s'attend à devoir lever des « incompréhensions ». « Il y a ceux pour qui le masque est une violence faite aux enfants, d'autres qui s'y opposent pour des raisons politiques ; ils ne sont pas majoritaires, mais face à eux, il va falloir faire preuve de pédagogie ! »

« Pressions parentales »

« A faire un pas en avant et trois pas en arrière, on prend le risque de se discréditer un peu », estime Leïla, professeure des écoles dans le nord de la France et qui a requis l'anonymat. Elle assure avoir fait plusieurs fois les frais de « pressions parentales ». D'ordres en contre-ordres, les gestes barrières autour d'elle ont « perdu en crédibilité », regrette-elle. « Ces gestes, il faut savoir les réapprendre, défend pour sa part Emmanuelle Maray, la directrice en Ille-et-Villaine. Enfants, adultes, il faut prendre le temps de se rééduquer à l'effort collectif. »

Car, quels que soient le département d'exercice et le niveau de circulation du Covid-19, les enseignants partagent un constat : alors que les campagnes de dépistage marquent le pas (avec près de la moitié des 600 000 tests promis par le ministre Blanquer réalisés au primaire), le masque demeure la « seule vraie parade » face au virus au sein d'une classe d'âge qui, avant 12 ans, échappe à la vaccination, martèle-t-on du SNUipp-FSU au SE-UNSA en passant par le SGEN-CFDT.

« La vaccination des enfants, c'est le débat d'après », estime Carla Dugault, présidente de la fédération de parents d'élèves FCPE, qui, sur le sujet, défend la « liberté de choix des familles ». En attendant, elle regrette la « précipitation » dans laquelle cette rentrée se fait : « Si on investissait plus de moyens humains pour diminuer les effectifs en classe, ou des moyens matériels pour équiper les écoles en capteurs de CO₂ et en aérateurs, on pourrait sans doute éviter une focalisation du débat sanitaire sur le masque. »